

dimanche, 02 juin 2013 14:02

# La diplomatie française, otage des pétromonarchies!, par Ardavan Amir-Aslani

IRIB-Auto-disqualifiée par son excès de zèle dans le conflit en Syrie,....

**.. la France a décidé de jouer le tout pour le tout. C'est-à-dire l'armement des « rebelles », au risque d'un embrasement généralisé qui emporterait le Liban et la Jordanie** et dont l'onde de choc provoquera inmanquablement la rupture de cet « équilibre de la terreur » qui existe entre l'Iran et Israël. Ce jusqu'au-boutisme français est remarquable dans le sens mathématique du terme. Rien ne peut le justifier ou l'expliquer si ce n'est l'aliénation politique et diplomatique. C'est à se demander si la perception parisienne du conflit syrien n'a pas été totalement phagocytée par le wahhabisme !



Alors que les Américains et les Russes – les premiers par pragmatisme politique, les seconds par atavisme idéologique - veulent sérieusement trouver une sortie politique au drame syrien, le gouvernement socialiste joue à la surenchère et au pourrissement de la situation. D'abord en ralliant à sa cause belliqueuse les pays européens qui, à l'exception du Royaume-Uni, étaient plutôt défavorables à l'armement des « rebelles » en Syrie, et non point syriens, car **l'on sait maintenant que des milliers de djihadistes sont des arabes non syriens et même des européens, qui combattent l'armée syrienne beaucoup plus par fanatisme religieux que par passion démocratique.** Ensuite, en affichant son veto contre la participation de l'Iran aux prochaines négociations à Genève, sous le prétexte que ce pays joue un rôle dans la crise syrienne. Si cela est vrai, raison de plus de l'inclure ou alors il faudrait exclure également la Turquie, l'Arabie Saoudite et le Qatar, trois pays dont l'implication directe dans ce conflit n'est plus un secret pour personne.

Le but du prochain sommet de Genève 2, initiative russe que Washington n'a pas pu rejeter, est de réunir précisément tous les protagonistes de cette guerre : les représentants du régime syrien comme l'opposition hétéroclite, les puissances régionales comme les membres du Conseil de sécurité au sein de l'ONU. **Le gouvernement syrien a déjà donné son accord pour y participer, mais pas encore l'opposition dite « démocratique » dominée par les frères musulmans, qui refuse de s'asseoir à la table de négociation, préférant les actions terroristes au compromis politique !**

Cela est visible aussi dans la décision européenne de lever le blocus sur l'armement des « rebelles », une décision obtenue grâce aux pressions franco-britanniques, ainsi que dans les récentes accusations portées contre l'Etat syrien, selon lesquelles les militaires utiliseraient des armes chimiques contre les « rebelles », voire même contre les populations civiles. Avant de quitter Bruxelles, Laurent Fabius a en effet déclaré qu'il y avait « des présomptions de plus en plus fortes, de plus en plus étayées, d'usage localisé d'armes chimiques en Syrie ». Ce qu'un haut diplomate ne peut pas affirmer au risque de subir le syndrome Colin Powell ( ! ), un grand quotidien parisien peut s'en charger en publiant un reportage accablant pour le régime syrien. Les affirmations et les « preuves » se substituent alors aux « présomptions », et les propos d'un Grand reporter, si honnête soit-il, deviennent plus crédibles que ceux tenus, le 5 mai dernier, par **Carla Del ponte : « Selon les témoignages que nous avons recueillis, les rebelles ont utilisé des armes chimiques, faisant usage de gaz sarin... Selon ce que nous avons pu établir jusqu'à présent, pour le moment ce sont les opposants au régime qui ont utilisé le gaz sarin ».** La magistrate suisse, ancienne procureure du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, s'exprimait au nom de la

Commission d'enquête indépendante de l'ONU et quoique l'on ait pu dire par la suite, Carla Del Ponte n'a jamais démenti sa première déclaration.

**Plus compétents et mieux renseignés que les technocrates du Quai d'Orsay, les services de renseignement français savent que plusieurs groupes armés en Syrie, dont le plus important, le Jebhat Al-Nusrat, appartiennent à l'internationale islamo-terroriste, y compris Al-Qaïda.**

Est-ce ce radicalisme islamiste que les héritiers de Jean Jaurès cherchent à conforter ? Peut-on soutenir en Syrie ce que l'on combat au Mali et au Niger ? Vouloir exclure l'Iran de ce sommet qui le concerne autant qu'il l'implique dévoile ces grands paradoxes de la politique française dans le traitement du péril islamiste et dénote les limites de la stratégie française ainsi que l'ignorance des véritables enjeux géopolitiques dont certains technocrates du Quai d'Orsay font preuve.

**Il est peut-être grand temps pour la diplomatie française de retrouver son autonomie. Les intérêts de la France et ceux du Royaume-Uni sont historiquement antagoniques, et pas seulement au Moyen-Orient. A plus forte raison les ambitions du pays de de Gaulle et celles du wahhabisme mondial.**

### Ajouter un Commentaire

---

Nom (obligatoire)

Adresse email

Url de votre site Web ou Blog

1000 Caractères restants

Recevoir une notification par email lorsqu'une réponse est postée



Rafraîchir

**Enregistrer**

---